

Contre les « États-Unis d'Europe »

Que l'« Union européenne » soit un plan dont l'origine est tout sauf européenne, c'est là ce qui est aujourd'hui largement documenté. De l'origine non européenne de l'« Union européenne » il n'est guère qu'un amnésique qui puisse s'étonner. Si certains se souviennent encore qui a gagné la Seconde Guerre Mondiale, ce souvenir semble être profondément enfoui dans les recoins les plus inaccessibles de leur mémoire plus ou moins inconsciemment sélective. Qui a gagné la Seconde Guerre Mondiale ? Non pas tant les puissances qui s'opposèrent à l'Allemagne et à ses partisans que les banques qui financèrent l'effort de guerre de ces puissances. Les véritables vainqueurs de la Seconde Guerre Mondiale furent les propriétaires de ces banques et toute l'histoire de l'Europe des 70 dernières années découle de leur victoire (qui n'est que matérielle).

Quel est le but ultime du projet qui se cache sous la « policy » de l'« Union européenne » ? Il tient en une prophétie de リヒャルト・ニコラウス・ネッターラント・クーデンホーフ=カレルギー, un des « founding fathers » de la chose : « L'homme, dans un proche avenir, sera un métis. » (« der Mensch der fernen Zukunft wird Mischling sein ») (Praktischer Idealismus, 1923, p. 22) ; « La race eurasiatico-négroïde de l'avenir, dont l'apparence extérieure sera semblable à celle de l'Ancienne Egypte, remplacera la diversité des peuples par la diversité des personnalités » (« Die eurasisch-negroide Zukunftsrasse, äußerlich der altägyptischen ähnlich, wird die Vielfalt der Völker durch eine Vielfalt der Persönlichkeiten ersetze » [ibid., 23]).

Pour qu'elle se réalise, le kahal fit mettre en œuvre par ses diverses succursales en Europe, plus connues sous le pseudonyme de « républiques », l'immigration massive de peuples de couleur vers l'Europe, après y avoir créé les conditions économiques (chômage dit structurel), financières (batterie d'allocations en tout genre), sociales (émancipation prévaricatrice de la femme) et psychologiques (hédonisme, androphobie) de leur installation, de leur prolifération parasitaire et surtout de leur métissage. L'invasion commença au milieu des années 1970, suite au vote de la loi sur le « regroupement familial ». Elle se poursuit depuis, inexorablement, à un rythme exponentiel, plus que jamais supervisée par ce passeur qu'est l'« Union Européenne », gérée par les pseudo-États membres et sous-traitée par le réseau tentaculaire d'« associations » qu'ils ont tissé (*).

A l'heure où le stupre immigrationniste de l'« Union européenne » et de ses suppôts s'étale médiatiquement avec l'obscénité d'une catin confite, il n'est pas intéressant, même si le texte dans lequel il le donne est très court, trop court, de rappeler le point de vue d'une des figures éminentes du national-socialisme sur les « États-Unis d'Europe ».

* * *

Ces derniers mois, l'activité de l'« Association Pan-Européenne » s'est intensifiée simultanément à la propagande en faveur de la « Société des Nations ». En même temps, divers organes de presse ont fait des enquêtes auprès des politiciens et des écrivains, pour savoir ce qu'ils pensent des « États-Unis d'Europe ». Dans ce cadre, le Neue Wiener Journal a posé les deux questions suivantes à plusieurs personnalités célèbres de tous les États européens :

1. Considérez-vous nécessaire la création des États-Unis d'Europe ?

2. Considérez-vous possible la réalisation des États-Unis d'Europe ?

Le ministre des finances français Caillaux a répondu que le patriotisme du XXe siècle fusionnerait avec l'européanisme. Les « Pâques de l'Union européenne » viendraient ; elles viendraient, d'une façon aussi inéluctable que les lois physiques. Ignatz Seipel, ancien chancelier de l'Autriche, espère la même chose et souhaite même une « révision du concept d'État » ! La même opinion a été exprimée par Anton Svelah, le ministre-président de la Tchécoslovaquie.

Jacob Lippowitz, l'éditeur juif de la Neue Wiener Journal, déclare : « les bornes frontières des États européens se sont avérées de véritables poteaux de supplice pour tous les citoyens européens. » Des déclarations similaires ont été faites par Maximilien Harden, Albert Einstein, Alfred Kerr et bien sûr le Dr Gerhart Hauptmann, Heinrich Mann et le Dr Thomas Mann !

Comme on le voit, de nombreuses personnalités souscrivent au slogan « États-Unis d'Europe ». Toutefois, il est évidemment clair que la plupart d'entre eux ne le comprennent pas du tout de la même façon. Herr Lippowitz et consorts pensent certainement à un simple syndicat privé juif, du type de celui qu'avait envisagé Walther Rathenau. Tous les États-nations auraient alors à l'intégrer. Mais Ignatz Seipel doit rêver au règne médiéval de l'Église, pendant que les autres poursuivent les objectifs très réalistes qui sont ceux de leur politique étrangère.

Mais, quelles que soient les motivations de chacun de ces individus, il existe un important mouvement en faveur de quelque chose qui ressemble à une fédération européenne solide et nous devons donc nous pencher sur ce problème et expliquer notre position à ce sujet.

Sans doute un réveil se fait sentir dans le monde entier. Le réveil du Proche- et de l'Extrême-Orient – et ce sur une toile de fond raciale – apparaît au grand jour et même le monde noir a commencé à faire valoir des revendications d'une manière similaire. Seul un fou peut croire que cette pression extra-européenne n'exige pas également une position européenne commune. Le réveil du Proche- et de l'Extrême-Orient est la réponse à l'économie prédatrice et aux influences corruptrices que l'Europe mercantile a exercées en Chine et en Inde, après avoir conquis politiquement ces pays. Mais cette économie et cette politique démesurément prédatrices, non seulement ont stimulé tous les mauvais instincts dans les colonies et les territoires semi-colonisés, mais les ont aussi déchaînés en Europe même, où ils ont été méthodiquement attisés par des politiciens malins.

La propagande actuelle pour les « États Unis d'Europe », qui provient des cercles de la bourse et de la presse juive, n'est rien d'autre que la suite logique de cette même économie prédatrice, sanctionnée par une fédération politiquement renforcée. Il est donc clair que nous nous opposons de toutes nos forces à cette nouvelle escroquerie. Le fait est que, d'autre part, la conviction est de plus en plus forte en politique étrangère que les conflits entre les nations européennes signifieront aussi la fin de toutes les cultures nationales. Cet sentiment naissant d'une solidarité européenne en politique étrangère est utilisé et dénaturé aujourd'hui par ces mêmes politiciens auxquels tous les peuples doivent leur misère actuelle.

Nous devons rejeter les « États Unis d'Europe », ne serait-ce, indépendamment de tout le reste, que parce que son principal représentant est un type comme le comte semi-asiatique Coudenhove-Kalergi. Il prêche, à la place du rattachement à ce qui est organique, à la race et à la tradition nationale, une bouillie raciale absolue et doit donc être considéré comme un nouveau prophète du déclin européen.

Néanmoins, la prise de conscience de la nécessité d'une politique étrangère européenne cohérente est incontestable, même si elle doit entraîner toute une série de problèmes graves. Il faudrait tenir compte du fait que, si la possibilité nous est laissée de choisir entre la destruction de l'Occident ou la sécurité de l'Europe dans le monde, des moyens devront être trouvés pour atteindre cet objectif. De sa réalisation dépend une condition absolue sans laquelle tout est vain : l'exclusion (Ausscheidung) des Juifs de tous les États européens. Cela ne peut être que la conséquence d'un réveil de la conscience raciale, d'une nouvelle idée de l'État et d'une nouvelle conception de la vie économique.

Alfred Rosenberg, « Vereinigte Staaten von Europa ? », Völkischer Beobachter, 13/14 décembre 1925, traduit de l'allemand par B.K.

(*) Au sujet du rôle central qu'ont joué et continuent à jouer les Juifs dans l'immigration des peuples de couleur vers les États-Unis, à la fois idéologiquement et financièrement, voir

<http://pastebin.com/VJQKY3XV>

[<https://web.archive.org/web/20170116060954/https://pastebin.com/VJQKY3XV>] et sa centaine de liens vers des articles sur la question. Voici, dans son entier, la citation, extraite de Hugh Davis Graham, Collision Course (p. 56-7), qui y est mise en exergue: « Élément moteur du mouvement d'opposition aux quotas raciaux et ethniques, qui remonte aux années 1920, les organisations juives, depuis longtemps opposées à ces quotas, jouèrent un rôle déterminant dans la définition du contenu de la réforme de l'immigration. Il s'agissait notamment du Congrès juif américain, de l'American Jewish Committee, de l'Anti-Defamation League du B'nai B'rith et de la Fédération américaine des Juifs d'Europe de l'Est.

Depuis les années 1920, les membres juifs du Congrès, en particulier les représentants de New York et de Chicago, n'avaient pas cessé de mener campagne contre les quotas d'immigration en fonction de la nationalité, sans toutefois rencontrer un grand succès. Mais la guerre contre Hitler et le mouvement anticolonialiste d'après-guerre changèrent radicalement l'environnement moral et idéologique, mettant les défenseurs des hiérarchies raciales, ethniques et de caste sur la défensive. Les dirigeants politiques juifs à New York, en commençant par le gouverneur Herbert Lehman, avaient ouvert la voie en adoptant une loi

Après le choc de l'Holocauste, les dirigeants juifs à Washington s'employèrent à promouvoir la réforme de l'immigration. Pour le public, les promoteurs les plus visibles de la réforme de l'immigration étaient les parlementaires juifs, comme le représentant Celler et le sénateur Jacob Javits de New York. Moins visibles, mais tout aussi importants, étaient les efforts des grands conseillers de l'état-major présidentiel et du personnel des agences, comme Julius Edelson et Harry Rosenfield dans l'administration Truman, Maxwell Rabb dans l'administration Eisenhower, le conseiller présidentiel Myer Feldman, le secrétaire d'État adjoint Abba Schwartz et le procureur général adjoint Norbert Schlei dans l'administration Kennedy-Johnson. »

Voir, pour une vue d'ensemble du problème aux États-Unis, Kevin MacDonald, « Jewish Involvement in Shaping American Immigration Policy, 1881–1965: A Historical Review », consultable à l'adresse :

<http://web.csulb.edu/~kmacd/ABERNET3.PDF>, consulté le 3 novembre 2015 ; pour un état des lieux en Grande-Bretagne, <http://englishnews.org/news-central/resources/resource-a-conclusive-report-jewish-promotion-of-mass-immigration.html>, consulté le 4 novembre 2015.

En ce qui concerne l'Europe continentale et plus particulièrement la France, Le fanatisme juif d'Hervé Ryssen montre que « (l)es intellectuels juifs, les politiciens juifs et les financiers juifs ont ici une très lourde responsabilité dans l'invasion migratoire qui a défiguré notre pays en l'espace d'une trentaine d'années. Il faut le dire et le répéter : l'immigration n'est pas un phénomène naturel, mais le résultat d'une inlassable propagande cosmopolite qui correspond au projet politicoreligieux du peuple juif ». InfoDirekt, e-magazine autrichien proche des forces armées, a récemment publié de courts extraits d'un rapport interne de l'Österreichischen Abwehrämtes, les services de renseignement autrichiens, qui indique que des agences (para-)gouvernementales états-unienennes financent ce que les médias appellent impudiquement la « crise migratoire ».

(<https://theyellowbrickroadfreeblog.wordpress.com/2015/09/06/austrian-secret-services-usa-and-soros-fund-the-invasion-of-europe>), agences plus ou moins financées elles-mêmes par le trublion philanthrope spéculateur juif Sörös ; le coût du transfert de chaque « migrant » (en bon français : « envahisseur ») des rives de la Méditerranée vers celles de l'Europe serait de 7000 à 14000 € et les principales bénéficiaires de ce juteux trafic, dont les objets sont pleinement consentants, seraient des compagnies multinationales toutes plus ou moins liées à la famille Rothschild (<https://theyellowbrickroadfreeblog.wordpress.com/2015/09/06/austrian-secret-services-usa-and-soros-fund-the-invasion-of-europe>).

Tout récemment, plus de mille rabbins basés aux États-Unis ont signé une lettre mettant en demeure le Congrès d'accueillir les « réfugiés » (en bon français, les envahisseurs) syriens aux États-Unis (<http://time.com/4135445/american-rabbis-syrian-refugee-letter/>). Tactiquement, cette lettre est fort habile : elle donne l'impression aux États-unis réfractaires à l'invasion de leur pays, de leur « melting-pot », par des Syriens que le judéophile Congrès s'oppose dans la pratique à cette invasion... De même, l'idole de nombreux individus à la peau blanche, le cycliste et cynique Hewson, dit « Bono », co-auteur en 1993 d'un disque au titre prophétique (« Zooropa »), a appellé l'UE à « avoir pitié » des envahisseurs (<http://www.dailymail.co.uk/news/article-3324590/U2s-Bono-calls-Europe-mercy-Belfast-concert.html>), comme si l'UE n'en avait pas déjà plus que pitié.